

Le Sénégal fait de la médiation

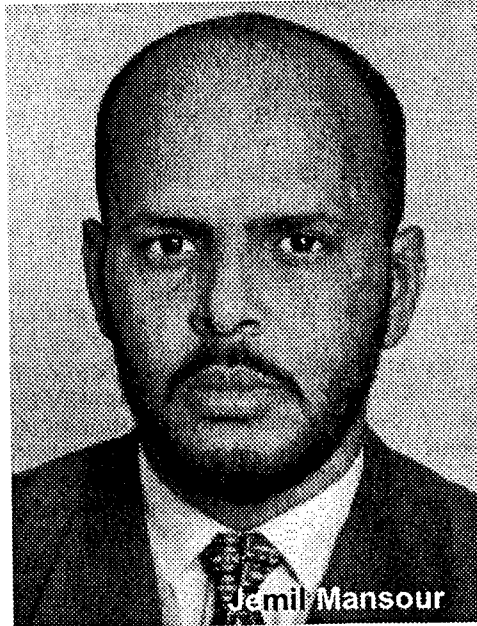
WADE RENCONTRE À DAKAR L'OPPOSITION MAURITANIENNE EN EXIL



Me WADE



Mohamed Ould Cheikhna



Jemil Mansour



Diabira Maroufa

Le président Wade a rencontré les journées du 10 et 11 août à Dakar, en présence de l'ambassadeur du Nigeria au Sénégal, une vingtaine de mauritaniens représentant les associations, les mouvements et les organisations de l'opposition mauritanienne en exil. Cette rencontre intervient quelques jours après les déclarations frisant le

bénédictio du président Wade concernant le putsch du 3 août et juste après la visite à Nouakchott de Cheikh Tidiane Gadio le ministre sénégalais des Affaires Etrangères à l'issue de laquelle il fut reçu par le Colonel Ely Ould Mohamed Vall le président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD).

Parmi ces mauritaniens reçus, le Commandant Mohamed Ould Cheikhna et le Capitaine Mohamed Ould Saleck qui sont les dirigeants de l'organisation de l'opposition armée "les cavaliers du changement". Ces derniers sont arrivés à Dakar la veille avec des passeports maliens. Il y avait aussi Moustapha Ould Limam Chavi'i,

Me Diabira Maroufa, Jemil Ould Mansour, Diop Moustapha, Abdoullaye Diagana, Sidi Mohamed Ould Hannena, Jemal Ould Yessa, Mamadou Bocar, Boye, Alassane Harouna, Dia Ousmane, Habib Ould Mohamedou et d'autres. Cette rencontre a vraisemblablement reçu l'aval du Conseil Militaire pour la Justice et la

Démocratie au pouvoir en Mauritanie depuis le 3 août et du gouvernement burkinabé à travers la présence de Moustapha Limam Chavi'i. Elle constitue une tentative de médiation entre les nombreux mouvements de l'opposition mauritanienne en exil et les nouveaux maîtres de Nouakchott. Hormis quelques personnalités

Le Sénégal fait de la médiation

WADE RENCONTRE À DAKAR L'OPPOSITION MAURITANIENNE EN EXIL

ne pouvant pas être situées comme membres de l'opposition en exil parce qu'ayant pignon sur rue à Nouakchott les mauritaniens rencontrés par le président Wade représentent des mouvements et organisations de l'opposition en exil comme : Conscience et Résistance, les FLAM, l'OCVIDH, le FRMD. La rencontre vise à amener ces organisations à participer à la réussite de la période de transitoire de deux ans qui doit déboucher sur de vrais institutions démocratiques.

Néanmoins pour participer à la transition une amnistie est nécessaire. En effet, les militaires mauritaniens de l'organisation " les cavaliers du changement" sont condamnés à des lourdes peines suite aux tentatives de putsch qui ont eu lieu en Mauritanie en 2003 et 2004. C'est pour cela que l'impératif d'une amnistie en Mauritanie a été soulevé pour que les condamnés puissent venir participer au jeu politique durant la période de transition. D'autres garanties pour le respect par la

junte militaire au pouvoir en Mauritanie des règles d'une bonne transition ont été également soulevées. Selon nos sources sur place tels ont été les avis notamment des islamistes mauritaniens et de leurs amis militaires de l'organisation des "cavaliers du changement". Par contre d'autres organisations plutôt fixées sur d'autres épisodes de l'histoire mauritanienne notamment sur le drame de 1989 et les tragédies de 1990 et 1991 ont mis à l'avant le règlement des problèmes des

réfugiés mauritaniens au Sénégal et au Mali, ainsi que des mesures concrètes vis-à-vis du passif humanitaire du régime du président Ould Taya, contre lequel, ils ont demandé l'instruction de plaintes contre sa personne, dans le cadre de la compétence universelle en matière de crimes contre l'humanité, de disparitions et de tortures.

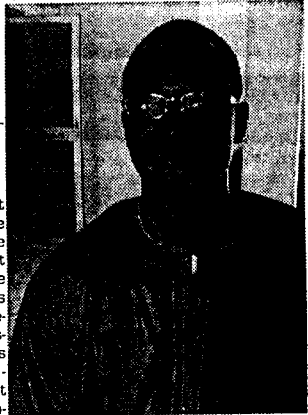
A noter enfin qu'un mémorandum commun devait être signé enfin de journée du jeudi 11 août. Un mémorandum qui pourra susciter des débats hou-

leux. Nous avons écrit une fois dans ce journal que seul la haine de Ould Taya était partagée par ses opposants. Déchu du pouvoir et exilé, Ould Taya ne cristallise plus les haines et ressentiments. La camaraderie des armes qui lui a fait défaut un certain 3 août risque maintenant de ne plus être de mise chez ses irréductibles opposants..

Lo Gourmo Abdoul

Secrétaire National aux relations internationales et à l'Emigration de l'UFP

" C'est le côté un peu artificiel qui pose problème "



Nouakchott-Info : Le président sénégalais Me Abdoulaye Wade a reçu des délégations de l'opposition mauritanienne en exil pour une éventuelle médiation avec le CMJD. Quelle est votre réaction ?

Lô Gourmo : J'ai beaucoup de respect pour le président Wade et pour les autorités sénégalaises. Le Sénégal est un pays frère et, il est normal qu'il s'intéresse à ce qui se passe chez nous. Cependant, je pense qu'il faut absolument éviter, dans des situations comme celles que nous vivons, de se précipiter et de prendre des initiatives qui peuvent paraître intempestives ou déplacées et qui peuvent aussi compliquer davantage les choses.

NI : En quoi cette initiative peut-elle être intempestive ou déplacée ?

LG : La situation en Mauritanie n'est pas encore claire entre les acteurs politiques eux-mêmes d'une part et entre les acteurs politiques et les nouvelles autorités militaires d'autre part. Les choses ne sont pas claires parce que jusqu'ici, hormis le consensus informel qui est en cours, on n'a pas clairement défini les règles du jeu et les conditions dans lesquelles ce jeu va se dérouler. Il y a beaucoup de problèmes, des contentieux qui surgiront ou qui vont nécessairement surgir. Donc, avant que, de l'extérieur, on ne vienne déterminer les conditions d'une facilitation quelconque, il faut d'abord que, de l'intérieur, les forces politiques existantes, ainsi que les autorités en place, définissent les cadres de leurs relations, de leurs rapports. Et s'il y a contentieux ou s'il y a un problème, en ce moment là, une facilitation pourrait être envisagée. Mais on ne peut pas engager une facilitation, encore moins une médiation, alors qu'il n'y a pas encore constat de divergences ou de difficultés particulières entre les protagonis-

tes et entre les acteurs. Il me semble donc que ça peut être d'ailleurs une façon en fait, sans le vouloir, de créer des problèmes plutôt que de les résoudre préventivement.

NI : Il y a quand même un contentieux entre l'opposition en exil et le pouvoir déchu. D'aucuns disent d'ailleurs que le régime actuel, c'est l'ex-système moins 1.

LG : Si on pose le problème comme ça, on le complique. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord sur le fait que le départ de Ould Taya est une affaire consommée et sur le fait que la situation nouvelle par rapport à la junte qui est en place présente des opportunités, des aspects positifs. Il y a un consensus sur ce fait. A partir de ce consensus, toutes les forces politiques, sans exception, estiment qu'il y a une orientation de transition à définir. Cette orientation de transition n'est plus liée au régime déchu, elle est liée au régime en place. Avant donc de demander à l'autre de venir faire un intermédiaire, il faudra d'abord voir s'il y a un refus de la part des autorités actuelles à une telle démarche. A ce que je sache, il n'y a nulle part eu refus ou rejet de ces nouvelles autorités d'une telle rencontre. Bien au contraire, j'ai cru comprendre que M. Ely Ould Mohamed Vall, lorsqu'il a reçu les différentes formations politiques a dit clairement sa disponibilité à les entendre, à les écouter.

NI : Est-ce qu'il serait disposé à recevoir les FLAM, les Cavaliers du changement, Conscience et Résistance...

LG : Je renverse la question : est-ce qu'il a dit qu'il n'était pas disposé à les recevoir ? C'est justement s'il avait dit qu'il n'était pas disposé à les recevoir que l'on aurait pu envisager une telle entreprise de médiation. Or, jusqu'ici, il n'y a

rien qui dise qu'il soit prêt ou non. Donc, je pense qu'il ne faut pas anticiper. Je ne suis pas d'ailleurs hostile à une quelconque " médiation " mais ce que je veux dire, c'est qu'il ne faut pas que ça se présente sous une forme un peu forcée. C'est ce côté un peu artificiel qui pose problème. Le fait est qu'en Mauritanie il y a une nouvelle donne. Les forces politiques mauritaniennes de quelque nature qu'elles soient, de l'intérieur ou de l'extérieur, doivent d'abord se rencontrer entre elles, avant de rencontrer les autres. Il faut que nous nous rencontrions entre nous-mêmes et qu'ensemble nous définissions les conditions dans lesquelles cette transition va avoir lieu. Il se trouve que la classe politique mauritanienne fuit cette responsabilité là et qu'elle se cache derrière le " petit doigt " d'initiatives externes. C'est très grave parce que cela veut dire qu'on se défausse encore une fois. De la même façon que cette classe politique a donné un chèque en blanc aux autorités militaires, elle est peut-être en train de donner un chèque en blanc à des autorités extérieures. Même si elles nous sont très proches, même si on les aime beaucoup, c'est quand même des autorités extérieures. D'autre part, je souligne une idée essentielle à l'intention de nos frères sénégalais, maliens ou d'autres. Je leur demande de ne pas disperser les efforts. Il y a une délégation de l'Union Africaine qui est venue en Mauritanie. Notre pays est lié par les textes de l'UA. Cette organisation est donc légitimée à venir s'enquérir de ce qui se passe chez nous. Après les coups d'Etat, l'UA a réagi automatiquement selon ses dispositions auxquelles la Mauritanie adhère. Cette délégation est venue, elle a rencontré tout le monde (les autorités militaires et les formations politiques). Il faut donc laisser ce proces-

sus aller à son rythme et dans sa direction. Ce n'est que lorsqu'on aura constaté qu'il y a des blocages, qu'éventuellement, on pourrait solliciter d'autres. Mais pour l'instant, il n'y a qu'une seule chose. Le seul défaut qu'on constate dans ce qu'il y a en cours - et c'est lourd de conséquences - c'est le défaussement de la responsabilité de la classe politique mauritanienne. Le seul problème actuel concerne les relations que la classe politique doit avoir avec elle-même. L'opposition extérieure pouvait, par exemple, réclamer une rencontre avec l'opposition intérieure pour harmoniser leurs positions sur ce qu'il y a lieu de faire actuellement et ensuite que l'on détermine les conditions dans lesquelles nous allons discuter et poser les problèmes aux nouvelles autorités militaires. Ce n'est que lorsque nous aurons tiré un constat de faillite ou de carence que nous pourrions demander aux autres de nous aider. Or, on n'a pas fait cette démarche.

NI : Pensez-vous qu'à travers cette initiative, le président Wade a donné une légitimité internationale à l'opposition mauritanienne radicale.

LG : Je ne veux pas faire de procès d'intention de Me Wade. Je ne sais pas d'ailleurs si cette opposition radicale a besoin d'une quelconque légitimité internationale. Ce que je veux dire, c'est que cette initiative est en train de créer un flou sur les intentions des uns et des autres.

Les islamistes ont été libérés. Il n'y a strictement aucune raison - je pèse mes mots - pour que toutes les formations politiques existantes à l'extérieur ne viennent à Nouakchott. Si on les arrête, ils posent un problème nouveau qui donnera lieu à de nouvelles conquêtes démocratiques. Donc pour moi, la notion de légitimité n'a aucun sens parce qu'aujourd'hui les

frontières sont ouvertes à tout le monde. L'espace politique est ouvert. Il faut que nos camarades qui sont à l'extérieur - avec lesquels nous avons de bons rapports - rentrent et jouent le jeu démocratique civilisé. J'insiste sur l'idée de civiliser, sinon, on risque d'aller à la dérive.

NI : Il semble qu'avec la mission de l'Union Africaine, l'opposition locale n'a pas parlé de la même voix.

LG : Oui, et ça c'est un grand problème qui traduit justement les difficultés que j'éprouve à comprendre la classe politique mauritanienne. Chacun étant venu avec ses positions propres, c'est une véritable cacophonie qui a eu lieu lors de la rencontre avec les délégués de l'UA. D'abord, au niveau même de la condamnation du principe du putsch on a assisté à un phénomène extraordinaire. La classe politique, en grande partie en tout cas, a semblé ne se poser aucun problème sur le principe même de coup d'Etat alors que nous tous, nous avons toujours condamné tous les coups d'Etat qui ont échoué. Donc tout se fait comme si nous ne condamnons que les coups d'Etat qui échouent. Et, dès qu'un coup d'Etat réussi, on est pour. Ça veut dire donc, en réalité, qu'on est des putschistes. J'insiste sur cette idée parce que si demain quelqu'un tente un coup d'Etat, peut-être que nous aurons du mal à sortir notre opposition de principe par rapport même à la junte existante. Deuxième élément, nous n'avons pas bien compris l'attitude de certains de nos amis pour lesquels nous avons beaucoup de respect d'ailleurs. Leur attitude a consisté à dire de l'UA qu'elle s'ingère dans nos affaires intérieures. Comment peut-on dire une

telle chose alors que la Mauritanie est membre fondateur de l'UA. La délégation de l'Organisation pan-africaine qui est venue à Nouakchott a laissé entendre qu'elle a condamné parce qu'il est de l'intérêt de tout le monde de condamner les coups d'Etat. Ensuite, elle a dit être à notre écoute. La seule chose que nous aurions dû dire aux délégués de l'UA c'est que nous aimerions qu'ils continuent à accompagner le processus de transition pour qu'il n'y ait pas de dérapages, de dérives ou de manipulations de ce processus, notamment en imposant à tout le monde [la junte militaire et les formations politiques] d'agir suivant les cadres définis entre tous.

NI : L'initiative de Me Wade pourrait elle faire de l'ombre à celle de l'UA ?

LG : Ah oui ! Il est certain que si on se retrouve dans la même situation que celle que nous avons connue en Côte d'Ivoire, c'est-à-dire une sorte de concurrence entre les Sénégalais et les autres africains, non seulement ce serait dangereux pour l'image de la diplomatie sénégalaise, mais ce serait aussi catastrophique pour le processus en cours en Mauritanie. Ça veut dire qu'on peut avoir une boîte de Pandore sur les initiatives : Les Maliens, les Marocains, les Algériens... donc disons : aidez-nous à nous rencontrer nous mauritaniens et à trouver une solution entre mauritaniens. Pas plus.

PROPOS RECUEILLIS PAR IOM